

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 2016

[C – 2008/31286]

17 AVRIL 2008. — Arrêté 2007/1129 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié par la décret du 5 février 2004, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 13 juin 2002, 25 avril 2002, 28 novembre 2002, 13 mars 2003, 29 avril 2004, 13 juillet 2006 et 21 septembre 2006;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 19 septembre 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 27 novembre 2007;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget, donné le 17 avril 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 4 février 2008, en application de l'article 84 § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, le délai de la demande d'avis adressé au Conseil d'Etat à été prorogé;

Sur la proposition de la Membre du Collège en charge de la Politique d'aide aux personnes handicapées, après délibération,

Arrête :

## Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 celle-ci.

**Art. 2.** L'article 29bis de l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, inséré par l'arrêté 2006/118 du 13 juillet 2006 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les aides individuelles à l'intégration qui ne sont pas citées nommément dans l'annexe 1, l'équipe pluridisciplinaire est compétente, dans les limites budgétaires, pour déterminer si l'intervention demandée répond aux conditions générales du décret et de l'arrêté et si elle est nécessaire et indispensable à l'intégration sociale et professionnelle.

En aucun cas l'intervention ne pourra :

1<sup>o</sup>) être accordée pour des aides matérielles citées dans l'annexe 1 en dérogeant aux conditions d'octroi ou aux limitations qui y sont déjà spécifiées;

2<sup>o</sup>) porter sur un complément d'intervention ou de remboursement lorsque l'aide individuelle à l'intégration aura fait l'objet d'une intervention relevant de la compétence d'autres services publics;

3<sup>o</sup>) être supérieure à 15.000 euros.

Le montant global des aides accordées sur base du présent article est limité à 20 % du montant budgétaire alloué aux aides individuelles tel que prévu à l'article 16,1<sup>o</sup> du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Un renouvellement du matériel est accordé pour autant que celui-ci ne réponde plus aux besoins spécifiques de la personne handicapée pour lesquels il avait fait l'objet de la précédente intervention. De même, un renouvellement de ce matériel peut également être accordé pour autant que celui-ci présente une impossibilité de réparation attestée par le fournisseur ou que le coût de la réparation soit disproportionné par rapport à celui d'un nouveau matériel équivalent.

Les dispositions générales en matière d'assurance telles que précisées au point 1.4. de l'annexe 1 de l'arrêté s'appliquent aux prestations accordées dans le cadre du présent article.

**Art. 3.** A l'article 69 du même arrêté les termes « 100 000 francs » sont remplacés par les termes « 2 478,94 euros »

**Art. 4.** L'annexe 1 du même arrêté est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

**Art. 5.** Le présent arrêté entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit sa parution au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Le membre du Collège compétent pour la Politique d'aide aux personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 avril 2008.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

B. CEREXHE,  
Président du Collège

Mme E. HUYTEBROECK,  
Membre du Collège  
en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

Annexe 1<sup>re</sup> à l'arrêté 2007/1129 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en oeuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

Fixation des critères et des modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées

### 1. Dispositions générales

Ces dispositions sont applicables aux demandes introduites à partir de la date de son entrée en vigueur. Les décisions individuelles antérieures restent valables jusqu'à leur date d'échéance en ce compris les modalités de majoration prévues pour les tickets d'interprétation.

- 1.1. Tous les montants maxima ou de référence figurant dans la présente annexe seront revus chaque année, ils sont indiqués hors T.V.A.
- 1.2. Les frais afférents à la livraison ainsi que la taxe récupel, sont intégrés dans les montants maxima de la présente annexe.
- 1.3. Un renouvellement du matériel repris dans la présente annexe peut être accordé pour autant que le matériel visé ne réponde plus aux besoins spécifiques de la personne handicapée.  
De même, le renouvellement du matériel repris dans la présente annexe peut être accordé pour autant que le matériel présente une impossibilité de réparation attestée par le fournisseur ou que le coût de la réparation soit disproportionné par rapport à celui d'un nouveau matériel équivalent.  
Le délai de renouvellement, mentionné dans l'annexe pour certaines aides, s'établit par rapport à la date de facturation de la prestation précédente.
- 1.4. Si la prestation doit être remplacée ou réparée suite à un sinistre ou un vol, une nouvelle prise en charge ne peut être envisagée que sur présentation du procès-verbal de la police. L'intervention ne pourra porter que sur les éventuels frais supplémentaires au montant couvert par l'assurance; dès lors, la personne handicapée doit prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance et en fournir la preuve à l'administration; à défaut de quoi l'administration n'interviendra pas dans les frais de remplacement.  
Ce point n'est pas d'application pour le point 5.3. de l'annexe (Adaptation d'une voiture).
- 1.5. En vue de l'application de l'article 39 de l'arrêté du Collège, l'équipe pluridisciplinaire précise, dans sa décision, si la prestation devra faire l'objet d'un don, si elle n'est plus utilisée. Pour déterminer l'institution qui bénéficierait du don, l'avis de l'Administration est requis.

### 2. Aides à la communication

#### 2.1 Vidéo-loupes et loupes

##### Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit après correction optique au meilleure œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10
- soit un bilan fonctionnel dont le modèle est approuvé par le service, réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'une vidéo-loupe.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'administration, ne sont pas suffisantes.

##### Conditions administratives

Données nécessaires pour appuyer la demande ::

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

##### Conditions générales

Les vidéo-loupes portables ne peuvent être cumulées avec un autre type de vidéo-loupe.

Les systèmes scolaires ou professionnels doivent être justifiés par une attestation scolaire ou professionnelle.

Une demande d'écran de taille supérieure à 19 pouces doit être dûment justifiée en raison de la pathologie.

Délai de renouvellement : 5 ans

#### 2.1.2. Vidéo-loupes

##### Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Système écran fixe (avec ou sans connexion PC (plateau compris)	3.431 €
Système sans écran - connectable (plateau compris)	3.300 €
Système avec écran - connectable (plateau compris)	3.600 €
Système scolaire ou professionnel - soit écran fixe + caméra suppl. (+ bras) - soit portable avec caméra orientable ou supplémentaire (plateau compris)	6.450 €
Système familial portable (plateau compris)	3.300 €

#### 2.1.2. Loupes

Intervention dans le coût limitée à :

Loupe électronique avec écran	1.780 €
Loupe électronique de poche (avec ou sans option prise d'image)	800 €

**2.2. Transmetteur de son sans fil - appareillage FM****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- une diminution auditive moyenne de 55db au moins à la meilleure oreille, sans appareillage;

A défaut de données médicales suffisantes à disposition du médecin de l'Administration, un rapport médical est réclamé.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**Modalités**

Intervention dans le coût limitée à :

Transmetteur de son sans fil - appareillage FM	2.288 €
--	---------

**2.3. Téléphone adapté ou aide pour téléphoner**

L'intervention ne couvre en aucun cas le coût du raccordement au réseau ou le prix des communications.

**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit une diminution auditive moyenne de 60db au moins à la meilleure oreille, sans appareillage;
- soit une déficience de la parole ne permettant pas une expression orale fonctionnelle;
- soit, après correction optique au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10, soit présenter un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par le service, réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'une des prestations reprises ci-dessous.

A défaut de données médicales suffisantes à disposition du médecin de l'Administration, un rapport médical est réclamé.

Si le handicap ne permet pas d'utiliser un appareil téléphonique avec amplificateur de son, l'octroi d'un fax peut être envisagé. Dans ce cas, l'intervention couvre uniquement le fax du demandeur, pas celui du correspondant.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Délai de renouvellement : 5 ans

**Modalités**

Intervention dans le coût limitée à :

Téléphone avec amplification de son et/ou flash incorporé (l'intervention prévue est diminuée de 51 €, coût d'un appareil téléphonique standard)	240 - 51 soit 189 €
Amplificateur pour appareil téléphonique	112 €
Appareil GSM avec synthèse vocale (l'intervention prévue est diminuée de 92 €, coût d'un GSM standard)	490 - 92 398€
Appareil GSM permettant la fonction parlante (l'intervention prévue est diminuée de 92 €, coût d'un GSM standard)	236 - 92 soit 144 €
Synthèse vocale pour GSM	255 €
Fax	135 €

**2.4. Machine à écrire le Braille****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- après correction optique à chaque œil, soit une acuité visuelle égale ou inférieure à 1/10 soit un champ visuel inférieur à 20°.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**Modalités**

Intervention dans le coût limitée à :

Machine mécanique (coffre compris)	900 €
Machine électrique (coffre compris)	1182 €

**2.5. Ordinateurs et imprimantes****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience fonctionnelle importante au niveau des membres supérieurs (diminution de force, spasticité, troubles de la coordination et/ou de la sensibilité, affection articulaire, déformation morphologique,...) empêchant l'écriture manuelle;
- soit après correction optique au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10 rendant très difficile voire impossible, l'écriture manuelle, et présenter un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par le service, réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible l'écriture sans l'usage d'un ordinateur.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- une preuve que le demandeur possède des bases suffisantes pour l'utilisation de l'outil informatique ou qu'il suit une formation dans ce but.

**Conditions générales**

Aucune intervention n'est accordée pour l'achat de matériel informatique utilisé dans l'enseignement spécialisé sauf en cas d'utilisation à domicile (exercices, devoirs), sur base d'un document établi par le directeur de l'école, et précisant les capacités qu'a le demandeur à utiliser le matériel informatique sollicité.

L'intervention n'est pas accordée pour l'achat d'ordinateurs et d'imprimantes ordinaires utilisés :

- dans le cadre d'activités professionnelles rémunérées;
- dans le cadre d'activités bénévoles;
- dans le cadre d'une formation scolaire ou professionnelle axée sur l'informatique.

Une demande d'ordinateur portable par rapport à un fixe, doit être motivée.

Une demande d'écran de taille supérieure à 19 pouces pour un écran d'ordinateur et supérieure à 15,4 pouces pour un écran d'ordinateur portable, doit être dûment justifiée en raison de la pathologie.

**Délai de renouvellement :**

Le délai de renouvellement de l'intervention pour un ordinateur et une imprimante ordinaire est fixé au plus tôt à quatre ans.

**Entretien et réparation**

Aucune intervention ne peut être octroyée pour les réparations et entretiens éventuels de ce matériel.

**Modalités**

**Intervention dans le coût limitée à :**

Ordinateur de bureau avec logiciels de base, clavier et souris y compris écran standard (17 pouces ou 19 pouces)	673 € + 260 €
Ordinateur de bureau avec logiciels de base, clavier et souris y compris écran supérieur à l'écran standard	673 € + 400 €
Ordinateur portable écran 15,4"	1.094 €
Ordinateur portable écran de plus de 15,4"	1.683 €
Imprimante ordinaire	122 €
Ecran standard (17 pouces ou 19 pouces)	260 €
Ecran supérieur au standard	400 €

**2.6. Matériels spécifiques pour aveugles ou malvoyants****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit après correction optique au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10 rendant très difficile voire impossible l'écriture manuelle, ou un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par le service, réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible l'écriture ou la lecture sans l'usage d'une ou plusieurs des prestations reprises ci-dessous.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée. Ce justificatif, dans le cas particulier où le matériel est utilisé en éducation scolaire ou en formation professionnelle doit provenir du directeur de l'établissement;
- la traduction de cours en braille, en grands caractères ou sur disquettes doit être réalisée par l'intermédiaire d'un organisme reconnu par les pouvoirs publics.

**Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Barrette Braille :	
pour une version 40 ou 44 cellules braille	5.807 €
pour une version 66 ou 70 cellules braille	10.900 €
pour une version 80 cellules	12.109 €
Bloc-notes électronique avec synthèse vocale	8.048 €
Bloc-notes électronique avec synthèse vocale et logiciel de lecture d'écran	11.053 €
Calculatrice parlante	562 €
Dictaphone	491 €
Imprimante Braille	3.739 €
Logiciel de lecture d'écran	
- avec sortie vocale et braille	1.936 €
- avec sortie vocale et braille et logiciel d'agrandissement	2.038 €
Synthèse vocale	500 €
Langue supplémentaire	337 €
Logiciel d'agrandissement	663 €
Logiciel de reconnaissance des caractères	174 €
Logiciel de reconnaissance des caractères avec scanner	367 €
Lecteur Daisy (Intervention prévue diminuée de 102 €, coût d'un appareil MP3 standard)	(316 € -102 €) soit 214 €
Photocopies agrandies, par feuille	0,20 €
Traduction de cours (y compris scannage ou encodage) en Braille, en grands caractères ou sur disquette ou CDRom, par page braille	1,56

**2.7. Interprètes en langue des signes ou translittérateurs****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- une diminution auditive moyenne de 60db au moins à la meilleure oreille, sans appareillage.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

La demande doit être formulée par écrit. Cette demande fera l'objet d'une décision qui détermine une période de validité. Durant cette période de validité si la personne ne remplit plus les conditions d'octroi précisées dans la réglementation (dépend de l'Agence flamande (VAPH) ou n'est plus domiciliée en région Bruxelloise ou fréquente une institution résidentielle pour adulte,...), elle se doit d'en avvertir l'Administration sous peine de devoir rembourser la prestation.

Cette décision limite le nombre de prestations horaires à 30 heures par an.

Dans le courant d'une année civile, une majoration de 15 prestations horaires est possible uniquement si, sur les prestations horaires déjà accordées, il a été confirmé par le Service d'interprétation pour sourds agréé qu'il n'en reste plus que 5.

- Cette demande de majoration doit être clairement justifiée sur un formulaire dont le modèle est établi par l'Administration.

**Modalités**

Le nombre de prestations horaires accordées par année civile s'élève à 30.	Valeur de la prestation : 33 € / Heure
Une majoration de 15 prestations horaires est possible une seule fois dans le courant de l'année.	Eventuellement majoré des frais de déplacement, soit 4,52 € pour la région de Bruxelles-Capitale et 10,46€ pour les déplacements hors zone de Bruxelles.

Les prestations horaires sont délivrées par un Service d'Interprétation pour Sourds conventionné ou agréé, sur base d'une décision individuelle prise par l'Administration.

Par dérogation à l'article 18 alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Collège, l'intervention est octroyée au Service d'Interprétation pour Sourds qui a indemnisé les prestations.

**3. Produits absorbants pour incontinents****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- une prescription établissant qu'il souffre d'une incontinence diurne et/ou nocturne, urinaire et/ou fécale suite à des lésions neurologiques médullaires ou des lésions congénitales ou acquises de l'appareil urinaire ou de l'appareil intestinal ou suite à un retard de développement psychomoteur ou mental;
- être âgé d'au moins 4 ans;
- pour une première demande, le rapport médical doit préciser si la pathologie est acquise à vie ou est réversible.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

*Données nécessaires pour appuyer la demande :* la demande doit être formulée par écrit.

**Conditions générales**

L'intervention ne couvre en aucun cas les onguents et les poudres.

Délai de renouvellement :

Le délai de renouvellement de la demande est établi par l'équipe pluridisciplinaire qui détermine ainsi la durée de validité de la décision.

Renouvellement :

En fin de validité de la décision, celle-ci peut être renouvelée sur base des données médicales et/ou de toutes autres données relatives aux conditions d'octroi.

**Modalités**

**Intervention dans le coût limitée à :**

par année civile	Nuit et jour	Jour	Nuit
Enfant à partir de 4 ans et jusqu'à 8 ans (ou jusqu'à 30 kg)	595 €	476 €	120 €
Adulte et enfant de plus de + de 8 ans (ou de + 30 kg)	930 €	744 €	186 €

**4. Matériel anti-escarres**

**4.1. Coussins anti-escarres**

Le coussin anti-escarres est une prestation prévue dans la nomenclature de l'I.N.A.M.I. Son remboursement par l'assurance obligatoire soins de santé peut être intégral ou donner lieu à des frais supplémentaires.

Le Service bruxellois francophone des Personnes handicapées, dont le rôle est résiduaire, n'intervient que dans les cas de cumul ou de renouvellement anticipé.

**Conditions médicales et administratives**

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- une copie du dossier guichet unique;
- la preuve du refus de l'assurance obligatoire soins de santé;
- un rapport médical fonctionnel motivant la prestation et son usage continu;
- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif concernant l'usage d'une seconde voiturette.

**Conditions générales**

Délai de renouvellement :

Les délais de renouvellement de l'Administration sont identiques à ceux appliqués par l'assurance obligatoire soins de santé.

Renouvellement :

Les conditions de remplacement du coussin anti-escarres avant la fin du délai de renouvellement sont identiques à celles appliquées par l'assurance obligatoire soins de santé :

- le demandeur doit fournir une prescription motivée d'un médecin spécialiste attestant que l'évolution de la déficience est à l'origine de la demande;
- ou fournir une attestation d'un prestataire agréé par l'I.N.A.M.I. déclarant que le coussin anti-escarres est irréparable et que l'usage ne peut être imputable à un usage impropre ou brutal.

Le coussin anti-escarres doit figurer sur la liste des coussins anti-escarres susceptibles d'être remboursés par l'assurance obligatoire soins de santé.

Le refus d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé ne peut être imputé au demandeur.

**Modalités**

**Intervention dans le coût limitée :**

A la valeur du coussin anti-escarres fixée par la nomenclature de l'assurance obligatoire soins de santé et selon les montants de remboursement y afférant.

**4.2. Matelas anti-escarres**

**4.2.1. Matelas (Prévention d'escarres)**

**Conditions médicales**

*Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- un risque d'escarres.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Délai de renouvellement : 5 ans

**Modalités**

**Intervention dans le coût limitée à :**

Matelas type 1 (prévention d'escarres)	306 €
--	-------

**4.2.2. Matelas (Risque élevé d'escarres et ou antécédent d'escarres)**

**Conditions médicales**

*Sur base d'éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- un risque élevé d'escarres
- une atteinte neurologique grave en phase avancée.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Délai de renouvellement : 5 ans

**Modalités**

**L'intervention dans le coût est limitée à :**

Matelas type 2 (un risque élevé d'escarres)	1.638 €
---	---------

**5. Aides à la mobilité**

**5.1. Voiturette et adaptations**

La voiturette (y compris ses adaptations) est une prestation prévue dans la nomenclature de l'I.N.A.M.I. Son remboursement par l'assurance obligatoire soins de santé peut être intégral ou donner lieu à des frais supplémentaires.

Le Service bruxellois francophone des Personnes handicapées, dont le rôle est résiduaire, n'intervient que soit dans les cas de cumul ou de renouvellement anticipé soit exclusivement pour les adaptations non prévues dans la nomenclature de l'I.N.A.M.I. et reprises ci-dessous.

**Conditions spécifiques**

Possibilité de cumul :

L'Administration intervient dans le coût d'une voiturette supplémentaire à celle dont dispose déjà la personne handicapée lorsque, pendant le délai de renouvellement de la prestation accordée par l'assurance obligatoire soins de santé, une 2<sup>e</sup> voiturette est prescrite et justifiée en raison d'une utilisation bien définie.

Pour les adaptations non prévues dans la nomenclature de l'I.N.A.M.I.

Les adaptations voiturettes accordées sont celles qui ne sont pas codifiées par la nomenclature I.N.A.M.I. et qui concernent uniquement :

- des porte-appareils (cane, respirateur,...) indispensables à la personne,
- des fixations taxi
- le chauffage pour les mains.

Toutes les autres adaptations ne sont pas remboursables par le Service Bruxellois francophone des Personnes Handicapées.

**Conditions médicales et administratives**

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- une copie du dossier guichet unique.

**Conditions générales**

Délai de renouvellement :

Les délais de renouvellement de l'Administration sont identiques à ceux appliqués par l'assurance obligatoire soins de santé.

Renouvellement :

Les conditions de remplacement de la voiturette avant la fin du délai de renouvellement sont identiques à celles appliquées par l'assurance obligatoire soins de santé :

- le demandeur doit fournir une prescription motivée d'un médecin spécialiste attestant que l'évolution de la déficience est à l'origine de la demande;
- ou doit fournir une attestation d'un prestataire agréé par l'I.N.A.M.I. déclarant que la voiturette est irréparable et que l'usure ne peut être imputable à un usage impropre ou brutal.

La voiturette doit figurer sur la liste des voiturettes susceptibles d'être remboursées par l'assurance obligatoire soins de santé.

Le refus d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé ne peut être imputé au demandeur.

**Modalités**

**Intervention dans le coût limitée :**

A la valeur de la voiturette fixée par la nomenclature de l'assurance obligatoire soins de santé et selon les montants de remboursement y afférant.
---

**5.2. Buggy-major**

**Conditions médicales**

*Sur base d'éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- des difficultés importantes à la marche;

- être âgé d'au moins 4 ans;

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

#### Conditions administratives

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

#### Modalités

**Intervention dans le coût limitée à :**

Buggy-major	360 €
-------------	-------

### 5.3 Adaptation d'une voiture

#### Conditions médicales

*Sur base d'éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- une déficience justifiant l'adaptation.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

#### Conditions administratives

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- un rapport du Centre belge d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.) (agrée dans le cadre de l'article 45 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire);
- si le demandeur conduit le véhicule, une copie de son permis de conduire adapté qui reprend les conditions et/ou restrictions et les adaptations; le candidat au permis de conduire doit fournir une attestation d'aptitude à la conduite;

#### Conditions générales

Aucune intervention n'est accordée pour une adaptation existante sur un véhicule acheté d'occasion.

Aucune intervention n'est octroyée pour les commandes à distance standard, le verrouillage central des portes, les vitres électriques, les rétroviseurs électriques, la direction assistée et la climatisation du véhicule.

Si le demandeur est passager, la demande ne peut porter que sur les aménagements de l'accès au véhicule.

#### Renouvellement :

- comme mentionné au point 1.4. des conditions générales de la présente annexe, si le véhicule doit être réparé ou remplacé à la suite d'un sinistre ou d'un vol, l'adaptation ne sera pas prise en charge une deuxième fois. La personne handicapée doit donc prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance;
- en cas de changement de véhicule avant le délai prévu au point suivant, une intervention pour le renouvellement de l'adaptation n'est possible que si l'Administration a marqué son accord préalablement au changement du véhicule suite à un usage professionnel intensif de celui-ci ou à une aggravation du handicap.

#### Délai de renouvellement :

- le délai est de 7 ans;
- ce délai est fixé à 3 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule âgé d'au moins 6 ans.

#### Entretien et réparation :

- aucune intervention n'est octroyée pour l'entretien des adaptations voitures mentionnées aux points 5.3.1 – 5.3.2. et 5.3.3.;
- Seul le coût des réparations ponctuelles (hormis la transmission automatique) est envisageable dans les conditions prévues au point 11 de la présente annexe.

#### Modalités

A partir de 6 ans d'âge du véhicule, le montant de l'intervention est diminué de 20 % par année. La diminution maximale d'intervention est de 60 %. Pour déterminer l'âge du véhicule, il est tenu compte de la date précise de la 1<sup>re</sup> mise en circulation.

L'intervention ne peut être payée que sur production d'une copie de l'attestation d'agrément du véhicule transformé, établie conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière.

#### 5.3.1. Adaptation de la conduite

Accélérateur et freins sous le volant (système mécanique)	1.274 €
Accélérateur et freins sous le volant (système pneumatique)	2.140 €
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système mécanique)	1.783 €
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système électronique)	2.700 €
Transmission automatique	878 €
Transmission semi-automatique	1.579 €
Déplacement de la pédale d'accélérateur	275 €
Pédale d'accélérateur et/ou de freins rabattables/démontables	255 €
Déplacement des commandes électriques	1.834 €
Boule vissée au volant	51 €
Cache-pédale	214 €



**5.3.2. Adaptations pour fonctions secondaires**

Réglage électrique du siège conducteur	793 €
Siège ergonomique pour conducteur	1.495 €
Ceinture de type harnais	225 €

**5.3.3. Différentes adaptations permettant à la personne handicapée d'avoir accès au véhicule**

Le montant total de prise en charge des différentes adaptations permettant à la personne handicapée d'avoir accès au véhicule ne peut dépasser 8.674,86 €.

**Accès au véhicule :**

Siège pivotant	1.019 €
Siège pivotant sortant	1.274 €
Lève-personne pour voiture (non prévu pour le fauteuil roulant)	2.883 €

**Accès au véhicule avec le fauteuil roulant :**

Plateau élévateur en porte arrière ou latérale	5.803 €
Rampes d'accès coulissantes ou non, fixées au véhicule	765 €
Rails et kit de fixation	968 €

**Adaptation de la structure du véhicule pour augmenter son accessibilité :**

Abaissement du plancher arrière	7.437 €
Rehaussement du toit	693 €
Aplanissement du plancher	693 €

**Aides pour le chargement d'un fauteuil roulant à l'intérieur de la voiture :**

Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant manuel pliant	1.868 €
Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant électrique	3.006 €
Chargement dans l'habitacle par bras manipulateur +modification portière	5.603 €

**5.3.4. Contrôle technique des véhicules après l'installation de l'adaptation**

Contrôle technique des véhicules lié à l'installation de l'adaptation	32 €
---	------

**5.4. Cours spécifiques pour l'apprentissage ou l'évaluation de l'aptitude à la conduite automobile****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience justifiant des cours supplémentaires de conduite d'un véhicule automobile;
- soit une déficience justifiant l'adaptation du véhicule et entraînant des cours supplémentaires pour la conduite de ce véhicule.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un rapport du Centre belge d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.) (agréé dans le cadre de l'article 45 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire);
- une attestation motivée d'un médecin-spécialiste;
- une attestation d'une auto-école agréée établissant le nombre d'heures de cours supplémentaires nécessaires. Si le forfait de base (soit 6 heures) doit être dépassé, l'auto-école en attestera de manière motivée.

**Conditions générales**

Les cours doivent être destinés soit à déterminer l'aptitude à la conduite soit à l'apprentissage de la conduite d'un véhicule automobile.

**Modalités**

Le nombre maximum d'heures est fixé à 15 heures pour l'apprentissage et à 15 heures pour la détermination de l'aptitude à la conduite. La demande ne peut être renouvelée.

Intervention forfaitaire de base (soit 6 heures)	252 €
Par heure supplémentaire éventuellement nécessaire, sans dépasser 15 heures au total	42 €

**5.5. Cannes-béquilles****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- une déficience locomotrice justifiant l'usage permanent de cannes.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**Modalités**

**Intervention dans le coût limitée à :**

Canne de marche	17 €
Canne avec appui coude	25 €
Canne avec support d'avant-bras	77 €
Canne tripode	37 €
Canne quadripode	43 €
Béquilles avec appui axillaire (la paire)	64 €

**5.6. Chien-guide****Conditions médicales**

*Sur base d'éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- après correction optique à chaque œil, soit une acuité visuelle égale ou inférieure à 1/10 soit un champ visuel inférieur à 20°.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- un rapport réalisé par un organisme ayant pour objet l'intégration des personnes aveugles et reconnue par les pouvoirs publics garantissant le bon dressage du chien destiné au demandeur et les bonnes aptitudes du demandeur.

**Modalités**

L'intervention couvre tous les frais liés à l'acquisition du chien (notamment l'achat de l'animal, les frais de personnel, d'entretien et de dressage, les coûts divers tels que assurance et vétérinaire, éventuellement frais de séjour de la personne handicapée).

**Intervention dans le coût limitée à :**

Chien guide	4.645 €
-------------	---------

**5.7. Apprentissage des techniques d'orientation et de mobilité****Conditions médicales**

*Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- une déficience visuelle de 60 % au moins;
- soit une prescription d'un ophtalmologue agréé en réadaptation.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- une garantie que la formation est donnée par une institution agréée dans le cadre d'une législation relative à l'intégration des personnes handicapées et s'adresse à des personnes atteintes d'une déficience visuelle.

**Conditions générales**

Le programme d'apprentissage ne peut pas comprendre plus de 100 heures de cours pour les adultes et plus de 200 heures pour les mineurs.

En cas de changement important et durable dans les habitudes de déplacement, une formation complémentaire peut être prise en charge à raison de 20 heures de cours maximum.

A son terme, un rapport d'évaluation sur la formation doit être transmis à l'Administration par l'institution.

**Modalités**

**Intervention dans le coût limitée à :**

Par heure de formation	32 €
------------------------	------

**5.8. Canne blanche****Conditions médicales**

*Sur base d'éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- une déficience visuelle de 60 % au moins
- soit une prescription d'un ophtalmologue agréé en réadaptation.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- un justificatif stipulant que le demandeur maîtrise les techniques de déplacement ou s'engage à suivre des cours dans ce but.

**Modalités**

**Intervention dans le coût limitée à :**

Canne blanche	96 €
---------------	------

**6. Accompagnement pédagogique****Conditions médicales**

*Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- soit une déficience visuelle;
- soit une déficience auditive;
- soit une lésion cérébrale ou neurologique centrale associée éventuellement à un handicap moteur des membres supérieurs, entraînant des difficultés importantes qui ne peuvent être suffisamment compensées par des aides techniques et qui justifient la nécessité d'un accompagnement pédagogique;
- suivre soit des études supérieures, universitaires ou non, reconnues par une des trois Communautés, soit une formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public belge.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- la demande doit être appuyée par un service agréé à ce titre par le Collège de la Commission communautaire française ou par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

Un examen psycho-pédagogique sur les capacités du demandeur peut être requis à l'initiative de l'Administration.

**Modalités**

*L'intervention a trait :*

- à l'aide pédagogique spécifique à l'étudiant ou au stagiaire (explications orales, répétition, tutelle scientifique,...) qui a lieu en dehors des heures de cours ou de formation;
- aux prestations d'interprètes en langue des signes ou de translittérateurs ou d'autres aides à la communication qui ont lieu pendant ou en dehors des heures de cours ou de formation.

Le maximum annuel est de :

- 450 heures pour les personnes atteintes d'une déficience visuelle;
- 600 heures pour les personnes atteintes d'une déficience auditive;
- 250 heures pour les personnes atteintes d'une lésion cérébrale ou d'une lésion neurologique centrale.

Par dérogation à l'article 18 alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Collège, l'intervention est octroyée au service d'accompagnement pédagogique agréé qui a fourni les prestations.

Quand la durée de l'enseignement ou de la formation ne couvre pas un horaire complet de plein exercice, le nombre maximum d'heures pris en considération est réduit proportionnellement.

**Intervention dans le coût limitée à :**

Par heure	32 €
-----------	------

**7. Aménagement immobilier et mobilier****7.1. Construction ou transformation du logement****Conditions médicales**

*Sur base d'éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- soit une déficience locomotrice dont l'importance justifie la demande;
- soit une déficience neurologique dont l'importance justifie l'aménagement demandé;
- soit une déficience cardio-pulmonaire dont l'importance justifie la demande.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

*Les données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- Si la personne handicapée ou son représentant légal est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété;
- Si la personne handicapée est locataire, obtenir du propriétaire certaines garanties de durabilité de la location :
- acte de bail enregistré, d'une durée proportionnelle à l'importance de l'intervention qui peut être octroyée par l'Administration (un an par tranche de 533,59 € + TVA), sans que cette durée ne doive excéder 9 ans;
- si le propriétaire est parent ou allié au premier ou au second degré, un engagement écrit est suffisant;
- en outre, le propriétaire doit marquer, par écrit, son accord sur les adaptations à effectuer.

**Conditions générales**

Les travaux doivent être réalisés au domicile du demandeur.

Les prescriptions en matière d'urbanisme ainsi que les normes techniques en matière d'accessibilité des logements aux personnes handicapées édictées par la Région bruxelloise doivent être respectées.

Aucune intervention n'est accordée pour la construction de terrasses.

Aucune intervention n'est accordée si les travaux visent des logements collectifs.

**Renouvellement :**

L'intervention maximale n'est accordée qu'une seule fois. Cependant, dans le cas où le demandeur quitte le domicile parental où des aménagements ont déjà été effectués et ce, pour vivre de façon autonome, un nouveau montant maximal peut être octroyé.

**Entretien et réparation :**

Aucune intervention n'est accordée pour l'entretien et la réparation de construction ou transformation.

**Modalités**

L'intervention peut être fractionnée mais prise globalement, elle ne peut dépasser le montant maximum prévu par demandeur.

**Intervention dans le coût limitée à :**

Construction ou transformation	12.000 €
--------------------------------	----------

**7.2. Dispositif de changement de niveau****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience locomotrice importante;
- soit une déficience neurologique importante;
- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un rapport justifiant le choix et le placement de l'appareil au vu de la configuration du logement du demandeur;
- si la personne handicapée ou son représentant légal est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété;
- si la personne handicapée est locataire, obtenir du propriétaire certaines garanties de durabilité de la location :
- acte de bail enregistré, d'une durée proportionnelle à l'importance de l'intervention qui peut être octroyée par l'Administration (un an par tranche de 534 € + TVA), sans que cette durée ne doive excéder 9 ans;
- si le propriétaire est parent ou allié au premier ou au second degré, un engagement écrit est suffisant;
- en outre, le propriétaire doit marquer, par écrit, son accord sur les adaptations à effectuer.
- une attestation par un organisme de contrôle agréé spécifiant le respect des normes de sécurité et de conformité en vigueur. A cet égard, l'appareil doit :
- être pourvu de la certification « CE »;
- être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant.

**7.2.1. Ascenseur ou plates-formes élévatrices****Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Systèmes en X pour petites élévations	3.597 €
Systèmes pour élévations jusqu'à 3 m	12.374 €
Systèmes pour élévations supérieures à 3 m ou ascenseur	17.789 €
Travaux d'aménagement liés au placement de la plate-forme ou de l'ascenseur	1.768 €

**7.2.2. Monte-escaliers****Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Monte-escaliers avec siège desservant un étage (droit ou avec une ou deux courbes)	7.640 €
Monte-escaliers avec siège desservant plus d'un étage	11.206 €
Monte-escaliers avec plate-forme pour fauteuil roulant	13.639 €

**7.2.3. Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant**

L'appareil doit servir essentiellement au domicile du demandeur.

**Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant	5.181 €
---	---------

**7.2.4. Rampes d'accès amovibles****Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Rampes d'accès amovibles	884 €
--------------------------	-------

**7.3. Dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes****Conditions médicales***Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- soit une déficience locomotrice importante;
- soit une déficience neurologique importante;
- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives***Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**7.3.1. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage****Conditions générales**

- la personne handicapée doit être conducteur de véhicule; si elle ne l'est pas, le garage doit constituer, pour elle, le seul accès possible à l'habitation.

**Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage	710 €
---	-------

**7.3.2. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte d'entrée****Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Ouverture avec parlophone	710 €
Motorisation avec commande électronique et verrouillage	2.058 €

**8. Equipement complémentaire****Conditions générales**

Il doit s'agir de matériaux, d'appareils ou d'adaptations de biens meubles à l'exception des travaux aux biens immobiliers.

**Conditions médicales***Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- un handicap dont la nature et la gravité justifient l'équipement.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives***Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**Modalités**

L'intervention peut être fractionnée mais prise globalement, elle ne peut dépasser le montant maximum prévu par demandeur.

**Intervention dans le coût limitée à :**

Montant total des interventions pour les différents équipements	2.065 €
---	---------

**9. Biens d'équipement****9.1. Lit et sommier réglage électriquement en hauteur****Conditions médicales***Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives***Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Lit réglable électriquement (barrières comprises)	1.200 €
---	---------

**9.2. Lève-personne****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**Modalités****Intervention dans le coût limitée à :****9.2.1. Lève-personne statique (de type perroquet)**

Sur pied	204 €
Adapté au lit	112 €

**9.2.2. Lève-personne électrique**

Le coût pris en considération comprend les travaux d'installation.

Matériel sur roulettes	2.824 €
Matériel suspendu par rail dans une pièce	4.779 €
Matériel suspendu par rail dans plusieurs pièces	6.329 €

**9.2.3. Lift de bain actionné par la pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie**

Lift de bain actionné par la pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie (disque de transfert compris)	1.050 €
---	---------

**9.3. Siège****9.3.1. Siège percé****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

Les données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Siège percé sans roulette	153 €
Siège percé avec roulettes	250 €
Siège percé avec assise spéciale, appui-tête, sangles,...	902 €

**9.3.2. Siège de douche****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- une déficience motrice grave rendant difficile, voire impossible, le maintien en station debout sans appui.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Siège de douche mural	279 €
Siège de douche muni de 4 petites roues, d'accoudoirs amovibles, percé ou non	442 €
Siège de douche avec assise spéciale ( sangles et cale-tête compris)	765 €
Siège de douche avec assise spéciale accompagné d'un support ou d'un cadre mobile muni de roues bloquantes	1.360 €

**9.3.3. Siège de bain****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- d'importantes difficultés au maintien dans la position assise.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Siège de bain	199 €
Siège de bain avec assise type relax de bain, sangles et appui-tête	765 €

**9.3.4. Brancard de douche ou de bain****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- une déficience importante rendant l'utilisation de la douche ou de la baignoire difficile, voire impossible sans l'aide sollicitée.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Brancard sans réglage en hauteur	1.377 €
Brancard avec réglage en hauteur	2.403 €

**9.3.5. Siège de travail ergonomique****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales, à disposition du médecin de l'Administration, ne sont pas suffisantes.

**Conditions administratives**

Données nécessaires pour appuyer la demande :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

**Modalités****Intervention dans le coût limitée à :**

Modèle avec vérin à gaz	1.038 €
Modèle électrique et modulable	2.179 €

**9.3.6. Système de motorisation d'un fauteuil relax électrique****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;

- soit être usager de voiturette.

A défaut de données médicales suffisantes à disposition du médecin de l'Administration, un rapport médical est réclamé.

#### Conditions administratives

*Données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 € l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

#### Modalités

Intervention uniquement pour la motorisation du fauteuil

#### Intervention dans le coût limité à :

Motorisation du fauteuil relax	530 €
--------------------------------	-------

### 10. Petit équipement

#### Conditions générales

Il doit s'agir de petits matériels destinés à procurer une autonomie accrue dans la vie quotidienne de la personne.

#### Conditions médicales

*Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :*

- des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et une incapacité à effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

A défaut de données médicales suffisantes à disposition du médecin de l'Administration, un rapport médical est réclamé.

#### Conditions administratives

*Les données nécessaires pour appuyer la demande :*

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500€ l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

#### Modalités

Intervention dans le coût unitaire ou dans le supplément de coût par rapport au produit de base d'un équipement utilisable par des personnes valides.

#### Intervention dans le coût limitée à :

le coût unitaire ou le supplément de coût par rapport au produit de base ne peut être supérieur à	142 €
Par demandeur, le montant <u>total</u> des interventions pour le petit équipement	600 €

### 11. Entretien et réparations de certaines aides

#### Conditions générales

Il doit s'agir, soit d'une prestation qui a fait ou qui est susceptible de pouvoir faire l'objet d'une prise en charge par le Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées, à l'exception :

- du point 7.1. Construction ou transformation
- dans le point 2.5. les ordinateurs et imprimantes ordinaires
- dans le point 5.3.1. la transmission automatique

Aucun entretien ne sera pris en compte pour le point 5.3 (adaptation voiture)

#### 11.1. Entretien

#### Modalités

#### Intervention annuelle dans le coût de l'entretien limitée à :

Entretien	10 % de la valeur d'intervention dans l'achat
-----------	---



**11.2. Réparation****Modalités****Intervention dans le coût des réparations limitée à :**

Réparation	40 % de la valeur d'intervention dans l'achat, calculés sur la durée totale d'utilisation de l'aide.
------------	--

Vu pour être annexé à l'arrêté 2007/1129 du 17 avril 2008.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

B. CEREXHE,  
Président du Collège

Mme E. HUYTEBROECK,  
Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux personnes handicapées et du Budget

Bruxelles-Capitale

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE

Administration

**Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées**

**Rapport aux membres du.....**

**Collège de la Commission communautaire française**

**1. Objet :**

Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 13 juin 2002, 25 avril 2002, 28 novembre 2002, 13 mars 2003, 29 avril 2004 et 13 juillet 2006.

**2. Propositions :**

L'arrêté modifie certaines dispositions relatives au chapitre V de l'arrêté précité concernant l'aide individuelle à l'intégration afin de l'adapter aux situations rencontrées sur le terrain.

§ 2 L'article 29bis, est remplacé par un nouvel article 29bis.

§ 3 A l'article 38 du même arrêté les termes « 1.241 francs » sont remplacés par les termes « 30,77 euros ».

§ 4 A l'article 69 du même arrêté les termes « 100 000 francs » sont remplacés par les termes « 2 478,94 euros ».

§ 5 L'annexe 1, de ce même arrêté, qui fixe des critères et des modalités d'intervention dans l'aide matérielle individuelle indispensables à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées, est remplacée par une nouvelle annexe (cf. document joint).

§ 6 La date du 1<sup>er</sup> janvier 2008 a été choisie pour permettre de démarrer l'année civile sur base de ce nouvel arrêté.

**3. Développement :**

§ 2 Nouvel article 29bis.

L'annexe 1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 fixe les critères et les modalités d'intervention de l'aide matérielle individuelle accordée aux personnes handicapées.

L'article 29bis de l'arrêté précité permet au service bruxellois d'intervenir dans le coût de prestations qui ne sont pas reprises dans ladite annexe notamment parce que les aides techniques visées n'étaient pas encore connues (par exemple des nouvelles technologies).

Il est donc clair que la raison de cet article 29bis est de rencontrer des prestations qui ne sont pas reprises par ladite annexe et non de permettre de déroger aux conditions d'intervention prévues par cette annexe.

La raison de la modification proposée de l'article 29bis est due au fait que le Tribunal du travail de Bruxelles, dans le cas de recours de personnes handicapées contre la décision du Service bruxellois, a interprété, dans ses jugements, cet article dans le sens très large. Il a estimé, en effet, que l'équipe pluridisciplinaire du service bruxellois devait y avoir recours pour accorder son intervention dans les cas où les dispositions de l'annexe n'étaient pas rencontrées alors que le matériel visé y était bien repris (notamment pour les voiturettes). Cette interprétation du tribunal permet donc de déroger aux conditions de l'annexe ce qui n'est pas le but poursuivi par l'article 29bis.

Actuellement des recours sont pendants au tribunal pour obtenir un complément d'intervention du service bruxellois en plus de l'intervention partielle déjà accordée par un autre organisme public (par exemple l'I.N.A.M.I.) ce qui est contraire aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 2000. C'est la raison pour laquelle le 2<sup>e</sup> du nouvel article 29bis proposé exclut cette possibilité.

Le nouvel article proposé devrait permettre d'éviter de perdre des recours au tribunal.

§ 5 Nouvelle annexe 1

Il est en effet nécessaire d'adapter annuellement les montants d'intervention aux coûts du marché (plutôt à la baisse cette année), de supprimer les interventions qui n'ont plus lieu d'être, de rencontrer les nouveaux types de matériel pouvant favoriser l'intégration des personnes handicapées et d'intégrer dans l'annexe les demandes de matériel qui font fréquemment l'objet d'intervention dans le cadre de l'article 29bis, 2<sup>e</sup> alinéa de l'arrêté du 25 février 2000.

De manière générale, pour en faciliter la lecture et y apporter une meilleure compréhension, les principales modifications apportées pour cette année relèvent de la forme.

Les différentes conditions d'intervention de chacune des prestations ont été reprises de manière distincte; conditions médicales, conditions administratives et conditions générales.

Certaines prestations (accessoires pour personnes aveugles et mal-voyantes) ont été regroupées.

Les décisions d'octroi de produit absorbant et de tickets d'interprétation pourront avoir une durée de validité plus longue.

Vous trouverez ci-après une synthèse des principales modifications en suivant l'ordre chronologique des points de la présente annexe.

— Dispositions générales

Un paragraphe a été intégré précisant les mesures transitoires.

Au point 1.1. étant donné la révision annuelle de l'annexe, les montants sont revus à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution des prix du marché et du budget alloué.

• Interprète en langue des signes et translittérateur :

L'intitulé a été modifié étant donné que, conformément à l'article 52 § 1 du décret, le service d'interprétation pour sourds établit une liste reprenant des interprètes en langue des signes et une liste des interprètes pour toute autre aide à la communication (translittérateurs).

Pour répondre à la demande du Service d'Interprétation pour Sourds bruxellois d'alléger le travail de gestion fourni pour l'édition des tickets d'interprétation, il a été décidé de ne plus éditer de tickets d'interprétation mais bien de gérer des prestations horaires (équivalentes à une heure).

Les personnes qui peuvent bénéficier de ces prestations horaires recevront régulièrement une information sur le nombre de prestations qu'il leur reste.

Cette mesure n'implique aucun changement concernant le nombre de prestations horaires octroyées. De fait, les personnes handicapées concernées auront droit à 30 prestations horaires par an, et celles qui pourront justifier que ce nombre est insuffisant pourront obtenir une majoration annuelle de 15 prestations horaires.

• Produits absorbants pour incontinents :

Toujours dans le même souci de simplification administrative, les décisions d'octroi de produits absorbants pour incontinents auront une durée de validité déterminée par l'équipe pluridisciplinaire. Cette validité actuellement limitée à un an pourra désormais être supérieure et ce, pour autant que la personne remplisse les conditions reprises à l'article 28 de cet arrêté.

— Voiturette et adaptation :

Il a été précisé que le Service bruxellois, dont le rôle est résiduaire, n'intervient que dans les cas de cumul ou de renouvellement anticipé et exclusivement pour les adaptations non prévues dans la nomenclature de l'I.N.A.M.I. et reprises dans l'annexe. Cette précision est apportée pour éviter que certaines adaptations voiturettes ne nous soient demandées dans le cadre de l'article 29bis.

## VERTALING

### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 2016

[C - 2008/31286]

**17 APRIL 2008. — Besluit 2007/1129 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 99/262/A van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen voor sociale en professionele integratie van gehandicapte personen, ingesteld door de Brusselse Franstalige Dienst voor gehandicapte personen**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale en professionele integratie van gehandicapte personen, zoals gewijzigd door het decreet van 5 februari 2004, meer bepaald op artikel 24;

Gelet op het besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen voor sociale en professionele integratie van gehandicapte personen, ingesteld door de Brusselse Franstalige dienst voor gehandicapte personen, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 juni 2002, 25 april 2002, 28 november 2002, 13 maart 2003, 29 april 2004, 13 juli 2006 en 21 september 2006;

Gelet op het advies van de afdeling 'Gehandicapte personen' van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 19 september 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 november 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van het lid van het College bevoegd voor Begroting, gegeven op 17 april 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 februari 2008, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; de termijn van het verzoek tot advies gericht aan de Raad van State is verlengd;

Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan gehandicapte personen, na beraadslaging,

Besluit :

#### Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 29bis van het besluit 99/262/A van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen voor sociale en professionele integratie van gehandicapte personen, ingesteld door de Brusselse Franstalige dienst voor gehandicapte personen, ingevoegd door het besluit 2006/118 van 13 juli 2006 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de individuele steun voor de integratie die niet uitdrukkelijk vermeld wordt in bijlage 1, is het pluridisciplinair team binnen de budgettaire beperkingen bevoegd om te bepalen of de gevraagde tegemoetkoming voldoet aan de algemene voorwaarden van het decreet en van het besluit en of deze nodig en onmisbaar is voor de sociale en professionele integratie.

In geen enkel geval zal de tegemoetkoming :

1°) toegekend worden voor materiële steun die vermeld wordt in bijlage 1 door afwijking van de toekenningsvoorwaarden of de beperkingen die er al gespecificeerd worden;

2°) betrekking hebben op een aanvullende tegemoetkoming of terugbetaling wanneer de individuele steun voor de integratie het voorwerp uitgemaakt heeft van een tegemoetkoming die onder de bevoegdheid van andere openbare diensten valt;

3°) hoger zijn dan 15 000 euro.

Het totale bedrag van de toegekende steun op basis van dit artikel is beperkt tot 20 % van het budgettaire bedrag toegekend aan individuele steun zoals voorzien in artikel 16, 1° van het decreet van 4 maart 1999 betreffende de sociale en professionele integratie van gehandicapte personen.

Een hernieuwing van het materieel wordt toegestaan voor zover dit niet meer overeenstemt met de specifieke behoeften van de gehandicapte persoon en voor zover dit het voorwerp uitgemaakt heeft van de vorige tegemoetkoming. Ook kan een hernieuwing van dit materieel toegestaan worden voor zover de leverancier het bewijs voorlegt dat het niet meer gerepareerd kan worden of dat de herstelkosten niet in verhouding staan tot die van gelijkwaardig nieuw materieel.

De algemene bepalingen inzake verzekering zoals verduidelijkt in punt 1.4. van bijlage 1 van het besluit zijn van toepassing op de prestaties die in het kader van dit artikel toegekend worden.

**Art. 3.** In artikel 69 van hetzelfde besluit worden de termen « 100 000 frank » vervangen door de termen « 2.478,94 euro ».

**Art. 4.** Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage die bij dit besluit gevoegd is.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op zijn verschijning in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 6.** Het lid van het College bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan gehandicapte personen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 april 2008.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,  
Voorzitter van het College

Mevr. E. HUYTEBROECK,  
Lid van het College bevoegd  
voor het Beleid inzake bijstand aan gehandicapte personen

### **Bijlage 1 van het besluit 2007/1129 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige Dienst voor Mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces**

Vaststelling van de criteria en modaliteiten voor de tegemoetkomingen in de individuele materiële hulp die onontbeerlijk is voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

#### **1. Algemene bepalingen**

Deze bepalingen zijn van toepassing op de verzoeken ingediend vanaf de datum van het van kracht worden. De vroegere individuele beslissingen blijven geldig tot de datum van hun afloop waarin begrepen de modaliteiten voor verhoging die voorzien zijn voor de toltickets.

- 1.1. Alle maximabedragen of indicatieve bedragen die in deze bijlage vermeld worden kunnen herzien worden en zijn BTW exclusief.
- 1.2. De kosten in verband met de levering evenals de recupeltaks zijn opgenomen in de maximabedragen van deze bijlage.
- 1.3. Een vervanging van het materiaal zoals vermeld in deze bijlage kan toegekend worden voorzover het materiaal in kwestie niet meer overeenstemt met de specifieke behoeften van de gehandicapte persoon.

De vervanging van het materiaal zoals vermeld in deze bijlage kan evenzo toegestaan worden voor zover dit materiaal niet hersteld kan worden, wat door de leverancier wordt bevestigd, of voor zover de kosten van de herstelling niet in verhouding staat tot die van een nieuw en gelijkaardig materieel. De termijn van de vervanging, vermeld in de bijlage voor bepaalde hulpmiddelen, wordt bepaald ten opzichte van de datum van de facturatie van de vorige prestatie.

- 1.4. Indien de prestatie vervangen of hersteld moet worden ingevolge schade of diefstal, kan de nieuwe hulperlening enkel overwogen worden op voorlegging van het proces-verbaal van de politie. De tussenkomst kan alleen betrekking hebben op de eventuele kosten die hoger liggen dan het bedrag dat door de verzekering wordt gedekt; de gehandicapte persoon dient derhalve de nodige schikkingen te treffen op het gebied van verzekering en hiervan het bewijs aan de administratie leveren; bij gebrek hiervan zal de administratie niet in de vervangingskosten tegemoetkomen.

Dit punt is niet van toepassing op punt 5.3 van de bijlage (aanpassing van een voertuig).

- 1.5. Met het oog op de toepassing van artikel 39 van het besluit van het College, wordt er door het multidisciplinaire team in zijn beslissing gepreciseerd of de prestatie het voorwerp van een gift zal moeten uitmaken, indien deze niet meer gebruikt wordt. Het advies van de Administratie is nodig om te bepalen welke instelling van de gift gebruik zal kunnen maken.

## 2. Hulpmiddelen bij de communicatie

### 2.1. Videoloepen en loepen

#### Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :

- ofwel na optische correctie aan het beste oog, een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 2/10 vertonen;
- een functionele balans voorleggen waarvan het model door de dienst goedgekeurd is, en verwezenlijkt door een gespecialiseerde oogarts, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een gezichtsdeficiëntie vertoont die het lezen zonder videoloep onmogelijk maakt.

#### Administratieve modaliteiten

Nodige gegevens om de aanvraag te staven :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

#### Algemene voorwaarden

Draagbare videoloepen mogen niet gecumuleerd worden met een andere soort videoloep.

De schoolsystemen of beroepssystemen moeten door een school- of beroepsgetuigschrift te worden verantwoord.

Het verzoek om een scherm van een afmeting die groter is dan 19 inch moet behoorlijk verantwoord worden vanwege de pathologie.

Vervangingstermijn : 5 jaar

### 2.1.1. Videoloepen

Tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot :

Systeem met vast scherm (met of zonder PC-aansluiting (plateau inbegrepen)	3.431 €
Systeem zonder scherm – aansluitbaar (plateau inbegrepen)	3.300 €
Systeem met scherm – aansluitbaar (plateau inbegrepen)	3.600 €
School- of professioneel systeem - ofwel vast scherm + extra camera (+ arm) - ofwel draagbaar met richtbare of bijkomende camera (plateau inbegrepen)	6.450 €
Draagbaar familiaal systeem (plateau inbegrepen)	3.300 €

### 2.1.2. Loepen

Tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot :

Elektronische loep met scherm	1.780 €
Elektronische zakloep (met of zonder optie beeldopname)	800 €

### 2.2 Draadloze geluidszender - FM-apparatuur

#### Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :

- een gemiddeld gehoorverlies vertonen van ten minste 55 db aan het beste oor, zonder apparatuur;

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

#### Administratieve modaliteiten

Nodige gegevens om de aanvraag te staven :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot :

Zender zonder draad - apparatuur FM	2.288 €
-------------------------------------	---------

### 2.3. Aangepaste telefoon of telefoonondersteuning

De tegemoetkoming dekt in geen geval de aansluiting op het netwerk of de gespreksprijs.

#### Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :

- een gemiddeld gehoorverlies vertonen van ten minste 60 db aan het beste oor, zonder apparatuur;
- of een spraakgebrek vertonen waardoor het functioneel spreken niet mogelijk is;
- ofwel na optische correctie aan het beste oog, een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 2/10 vertonen; ofwel een functionele balans voorleggen waarvan het model door de dienst goedgekeurd is, en verwezenlijkt door een gespecialiseerde oogarts, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een gezichtsdeficiëntie vertoont die het lezen zonder het gebruik van één van onderstaande prestaties onmogelijk maakt.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

Indien de handicap het niet mogelijk maakt een telefoonapparaat met geluidsversterking te gebruiken, kan de toekenning van een faxapparaat worden overwogen. In dat geval dekt de tegemoetkoming enkel de fax van de aanvrager en niet die van de correspondent.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Vervangingstermijn : 5 jaar

**Tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot :**

Telefoon met geluidsversterking en/of ingebouwde flash (voorziene tussenkomst verlaagd met 51 €, kostprijs van een standaardtelefoon toestel)	240 – 51 is 189 €
Versterker voor een telefoonapparaat	112 €
GSM toestel met spraakherkenning (voorziene tussenkomst verlaagd met 92 €, kostprijs van een standaard GSM )	490 – 92 is 398 €
GSM toestel met spreekfunctie (voorziene tussenkomst verlaagd met 92€, kostprijs van een standaard GSM BTW exclusief )	236 – 92 is 144 €
Stemsynthese voor een GSM	255 €
Fax	135 €

**2. 4. Brailleschrijfmachines****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- na optische correctie aan het beste oog, ofwel een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 1/10 vertonen, ofwel een gezichtsveld dat lager is dan 20°.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Vervangingstermijn : 5 jaar

**Tussenkomst in de kostprijs beperkt tot**

Mechanische machine (koffer inbegrepen)	900 €
Elektrische machine ((koffer inbegrepen)	1 182 €

**2. 5. Computers en software****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- ofwel een aanzienlijke functionele deficiëntie van de bovenste ledematen vertonen (krachtvermindering, spasticiteit, coördinatie- en/of gevoeligheidsstoornissen, gewrichtsaandoeningen, morfologische vervorming,...) waardoor met de hand schrijven moeilijk wordt;
- ofwel, na optische correctie van het beste oog, een gezichtsscherpte vertonen die gelijk of lager is dan 2/10, waardoor met de hand schrijven moeilijk of onmogelijk wordt, en een functionele balans voorleggen, waarvan het model door de dienst goedgekeurd is, en verwezenlijkt door een gespecialiseerde oogarts, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een gezichtsdeficiëntie vertoont die het schrijven zonder computer onmogelijk maakt.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een attest dat de aanvrager over de nodige kennis beschikt om een computer te gebruiken of dat hij een opleiding hiertoe volgt.

**Algemene voorwaarden**

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor de aankoop van informatica-apparatuur die in het gespecialiseerd onderwijs wordt gebruikt, behalve in het geval van thuisgebruik (oefeningen, taken) op basis van een document dat door het schoolhoofd is opgesteld en waarin de capaciteiten worden gepreciseerd waarover de gebruiker beschikt om de gevraagde informatica-apparatuur te gebruiken.

De tegemoetkoming wordt niet toegekend voor de aankoop van gewone computers en printers die gebruikt worden :

- in het kader van bezoldigde beroepsactiviteiten;
- in het kader van vrijwilligerswerk;
- in het kader van een schoolopleiding of een beroepsopleiding gericht op informatica.

Wanneer het om een draagbaar toestel gaat ten opzichte van een vast toestel, dan moet de aanvraag gemotiveerd zijn.

Het verzoek om een scherm dat groter is dan 19 inch voor een computerscherm en groter dan 15,4 inch voor een laptop moet verantwoord zijn op basis van de pathologie.

**Vervangingstermijn**

De vervangingstermijn voor de tegemoetkoming voor een gewone computer of printer is gesteld op een minimum van vier jaar.

Onderhoud en herstel**Tussenkost in de kosten beperkt tot :**

kantoor-PC met basissoftware, toetsenbord en muis, standaardscherm inbegrepen (17 inch of 19 inch)	673 € + 260 €
Kantoor-PC met basissoftware, toetsenbord en muis, groter scherm dan een standaardscherm inbegrepen	673 € + 400 €
Draagbare PC met scherm van 15,4»	1.094 €
Draagbare PC met scherm van meer dan 15,4»	1.683 €
Gewone printer	122 €
Standaard scherm (17 inch of 19 inch)	260 €
met een groter scherm	400 €

**2.6. Specifieke accessoires voor blinden en slechtzienden.****Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :

- ofwel na optische correctie aan het beste oog, een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 2/10 vertonen, waardoor schrijven met de hand zeer moeilijk of zelfs onmogelijk is;
- ofwel een functionele balans voorleggen waarvan het model door de dienst goedgekeurd is, en verwezenlijkt door een gespecialiseerde oogarts, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een gezichtsdeficiëntie vertoont die het lezen zonder het gebruik van één of meer van de onderstaande prestaties onmogelijk maakt.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

Nodige gegevens om de aanvraag te staven :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd. Dit verantwoordingsstuk dient uit te gaan van de directeur van het etablissement in het bijzondere geval dat het materiaal gebruikt wordt voor schoolopleiding of beroepsopleiding
- de vertaling van lessen in brailleschrift, in grote letters of op diskettes moet verwezenlijkt worden door een door de overheid erkende instelling.

**Tussenkost in de kostprijs beperkt tot :**

braille-leeslijn :	
voor een versie met 40 of 44 braille cellen	5.807 €
voor een versie met 66 of 70 braille cellen	10.900 €
voor een versie met 80 cellen	12.109 €
Elektronische bloknoot met stemsynthese	8.048 €
Elektronische bloknoot met stemsynthese en software voor schermlezen	11.053 €
Sprekende rekenmachine	562 €
Dikteermachine	491 €
Braille printer	3.739 €
Software voor schermlezen	
- met vocale en braille output	1.936 €
- met vocale en braille output en software voor uitvergroting	2.038 €
Stemsynthese	500 €
bijkomende taal	337 €
Software voor uitvergroting	663 €
Software voor karakterherkenning	174 €
Software voor karakterherkenning met scanner	367 €
Daisy speler (voorzien tegemoetkoming verminderd met 102 €, prijs van een standaard MP3-apparaat)	(316 € -102 €) soit 214 €
Vergrote fotokopieën, per blad	0,20 €
Vertaling van lessen (ook scannen en coderen) in Braille, in grote letters of op diskette of CDRom, per Braillebladzijde	1,56

**2.7. Gebarentolken - transliteratie****Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :

een gemiddelde gehoordeficiëntie van ten minste 60 db aan het beste oor vertonen, zonder apparatuur.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

- De eerste aanvraag moet schriftelijk opgesteld zijn. Deze aanvraag maakt het voorwerp uit van een principiële beslissing die een geldigheidsduur bepaalt. Gedurende deze periode dient de persoon die de in het reglement gepreciseerde toekenningsvoorwaarden niet meer vervult (van het Vlaams Agentschap VAPH afhangt of niet meer in het Brussels Gewest woonachtig is, of een residentiële instelling voor volwassenen bezoekt,...) de Administratie hiervan te verwittigen op straffe van terugbetaling van de prestatie.

Door deze principiële beslissing wordt het aantal uurtickets tot 30 uur per jaar beperkt.

- De jaarlijkse aanvraag van 30 uurtickets dient schriftelijk te gebeuren.

In de loop van het jaar is een verhoging met 15 uurtickets enkel mogelijk wanneer er, op de reeds toegekende uurtickets door de erkende Gebarentolkendienst voor doven bevestigd wordt dat er nog maar 5 overblijven.

Deze aanvraag van verhoging moet duidelijk verantwoord worden op een formulier waarvan het model door de Administratie wordt opgesteld.

**Modaliteiten**

Het aantal uurtickets toegekend per kalenderjaar is 30 eenheden.	Waarde van het ticket : 33 €
Een verhoging met 15 uurtickets is in één keer mogelijk in de loop van het jaar	Eventueel verhoogd met verplaatsingskosten, dat is 4,52 € voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en 10,46 € voor verplaatsingen buiten de zone van Brussel.

De uurtickets worden door een erkende of met tariefafpraak werkende Gebarentolkendienst voor doven afgeleverd, op basis van een individuele beslissing van de Administratie.

Afwijkend van artikel 18, 1<sup>e</sup> lid van het besluit van het College, wordt de tegemoetkoming aan de Gebarentolkendienst voor doven toegekend die de prestaties heeft vergoed.

**3. Absorberende producten voor incontinenten personen****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een doktersvoorschrift overhandigen ter bevestiging dat hij aan urine- of faecale incontinentie lijdt als gevolg van neurologische mergletsels of van aangeboren of opgelopen letsels aan het onderste urine- en darmstelsel, of dat zijn handicap is te wijten aan een achterstand van de psychomotorische of geestelijke ontwikkeling;
- ten minste 4 jaar oud zijn;
- voor een eerste aanvraag, dient in het medisch verslag te worden gepreciseerd of het om een levenslange pathologie gaat dan wel om een omkeerbare pathologie.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

de aanvraag dient schriftelijk te worden voorgelegd.

Algemene voorwaarden

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor zalven en poeders.

Verlengingstermijn :

De verlengingstermijn van de aanvraag wordt door het multidisciplinaire team opgesteld, dat op die manier de geldigheidsduur van de beslissing bepaalt.

Verlenging :

Tot slot van de geldigheid van de beslissing, kan deze verlengd worden op basis van de medische gegevens en/of op basis van alle andere gegevens met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Per kalenderjaar	Overdag en 's nachts	Overdag	's nachts
Kind vanaf 4 jaar en tot 8 jaar (of tot 30 kg)	59576	467 €	120 €
Volwassene en kind van meer dan 8 jaar (of meer dan 30 kg)	930 €	744 €	186 €

**4. Materiaal ter preventie van doorligwonden****4.1. Kussens ter preventie van doorligwonden**

Een kussen voor preventie van doorligwonden staat op de lijst van de prestaties van het RIZIV. De terugbetaling ervan door de verplichte zorgverzekering kan volledig zijn of aanleiding geven tot bijkomende kosten.

De Brusselse Franstalige dienst voor personen met een handicap, waarvan de rol zeer klein is, treedt alleen op in het geval van een cumul of van een vroegtijdige vervanging.

**Medische en administratieve voorwaarden**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een kopie van het dossier 'uniek loket';
- het bewijs van de weigering van de verplichte zorgverzekering;
- een functioneel medisch verslag om de prestatie en het doorlopend gebruik ervan te motiveren;
- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk betreffende het gebruik van een tweede wagentje.

**Algemene voorwaarden**Vervangingstermijn :

De vervangingstermijnen van de Administratie zijn dezelfde als die welke door de verplichte zorgverzekering worden toegepast.

Vervanging :

De voorwaarden voor de vervanging van een kussen ter preventie van doorligwonden vóór het einde van de termijn zijn dezelfde als die welke door de verplichte zorgverzekering worden toegepast :

- de aanvrager dient een door de gespecialiseerde arts gemotiveerd voorschrift voor te leggen waarin bevestigd wordt dat de evolutie van de deficiëntie de oorzaak van de aanvraag is;
- ofwel dient de aanvrager een attest van een door het RIZIV erkende hulpverlener voor te leggen waarin wordt bevestigd dat het kussen voor preventie van doorligwonden niet hersteld kan worden en dat de slijtage niet toe te schrijven is aan een brutaal of ongepast gebruik.

Het kussen voor preventie van doorligwonden moet op de lijst staan van de geregistreerde kussens voor preventie van doorligwonden die mogelijk terugbetaald worden door de verplichte zorgverzekering.

De weigering tot tussenkomst van de verplichte zorgverzekering kan de aanvrager niet ten laste gelegd worden.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

De waarde van een kussen voor preventie van doorligwonden, bepaald door de normenclatuur van de zorgverzekering en volgens de daarbij horende bedragen voor terugbetaling.

**4.2 Matrassen tegen doorligwonden****4.2.1. Matrassen ter preventie van doorligwonden****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

het risico op een doorligwond vertonen

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve voorwaarden**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Vervangingstermijn : 5 jaar

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Matras type 1 (preventie van doorligwonden)	306 €
---	-------

**4.2.2. Matras voor hoog risico op doorligwonden en / of doorligwonden in de voorgeschiedenis****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een hoog risico op doorligwonden vertonen
- een ernstige neurologische aandoening in vergevorderd stadium vertonen.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Vervangingstermijn : 5 jaar

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Matras type 2 (hoog risico op doorligwonden).	1.638 €
---	---------

**5. Hulpmiddelen voor de mobiliteit****5.1. Rolstoel en hulpstukken**

De rolstoel (hulpstukken inbegrepen) is een prestatie die opgenomen is op de lijst van het RIZIV. De terugbetaling door de verplichte ziekteverzekering kan volledig zijn of aanleiding geven tot bijkomende kosten.

De Brusselse Franstalige dienst voor personen met een handicap, waarvan de rol zeer klein is, treedt alleen op in het geval van een cumul of van een vroegtijdige vervanging.

**Specifieke voorwaarden**Mogelijkheden van cumul :

De Administratie kan tegemoetkomen in de kosten van een bijkomende rolstoel naast deze waarover de gehandicapte reeds beschikt, indien tijdens de hernieuwingstermijn van de door de verplichte ziekteverzekering toegekende prestatie, een 2de rolstoel wordt voorgeschreven en gerechtvaardigd omwille van een welbepaald gebruik.

Voor hulpstukken die niet voorzien zijn op de lijst van het RIZIV

De toegestane hulpstukken voor rolstoelen zijn die welke niet opgenomen zijn op de lijst van het RIZIV en hebben enkel betrekking op :

- apparaathouders (wandelstok, respirator,...) die voor de persoon onmisbaar zijn,
- taxibevestiging
- verwarming voor de handen.



Alle andere hulpstukken worden niet door de Brusselse Franstalige dienst voor Personen met een handicap terugbetaald.

#### Medische en administratieve voorwaarden

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een kopie van het dossier 'uniek loket'.

#### Algemene voorwaarden

Vervangingstermijn :

De vervangingstermijn van de Administratie is dezelfde als die welke wordt toegepast door de verplichte ziekteverzekering :

- de aanvrager moet een met redenen omkleed doktersvoorschrift voorleggen van een specialist op het gebied van de handicap van de aanvrager, ter bevestiging dat de evolutie van de deficiëntie aan de oorsprong van de aanvraag ligt;
- of de aanvrager overlegt een verklaring van een door het R.I.Z.I.V. erkende prestatieplichtige dat de rolstoel niet meer gerepareerd kan worden en dat slijtage niet kan worden toegeschreven aan onjuist of grof gebruik.

De rolstoel moet op de lijst van de rolstoelen staan die mogelijk door de verplichte ziekteverzekering worden terugbetaald.

De weigering tot tussenkomst van de verplichte zorgverzekering kan de aanvrager niet ten laste gelegd worden.

**Tussenkomst in de kosten beperkt tot :**

De waarde van de rolstoel en zijn accessoires, vastgesteld door de nomenclatuur van de verplichte ziekteverzekering en volgens de hierbij behorende terugbetalingsbedragen.

#### 5.2 Buggy-major

##### Medische voorwaarden

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- grote moeilijkheden bij het lopen vertonen;
- ten minste 4 jaar oud zijn.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

##### Administratieve modaliteiten

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

**Tussenkomst in de kosten beperkt tot :**

Buggy-major	360 €
-------------	-------

#### 5.3 Aanpassing van een voertuig

##### Medische voorwaarden

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

een handicap vertonen die de aanpassing rechtvaardigt.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

##### Administratieve modaliteiten

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.
- een rapport van het Centrum voor de aanpassing aan het rijden van gehandicapte automobilisten (C.A.R.A.) (erkend in het kader van artikel 45 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs);
- indien de aanvrager het voertuig zelf bestuurt, moet hij een afschrift voorleggen van zijn rijbewijs, met daarin de voorwaarden en/of beperkingen en de aanpassingen; de kandidaat voor een rijbewijs moet een bewijs van rijbekwaamheid overhandigen.

##### Algemene voorwaarden

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor een bestaande aanpassing op een tweedehands gekocht voertuig.

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor de elektrische bediening van ruiten en achteruitkijkspiegels, de centrale vergrendeling van deuren, airco en stuurbevestiging.

Indien de aanvrager passagier is, kan de aanvraag slechts betrekking hebben op inrichtingen voor toegang tot het voertuig.

Indien het voertuig na een ongeval gerepareerd of vervangen moet worden, wordt de aanpassing geen tweede keer ten laste genomen; daarom dient de gehandicapte alle vereiste maatregelen te nemen inzake verzekeringen.

Vervanging :

Zoals vermeld in punt 1.4. van de algemene voorwaarden van deze bijlage : indien het voertuig hersteld of vervangen moet worden ingevolge schade of diefstal, dan wordt de aanpassing geen tweede keer bekostigd. De gehandicapte persoon dient dus de nodige maatregelen op het gebied van verzekeringen te treffen;

In het geval van vervanging van het voertuig vóór de termijn waarover sprake in het volgende punt, is een tegemoetkoming voor de vervanging van de aanpassing slechts mogelijk indien de Administratie eerst zijn instemming heeft gegeven voor de vervanging van het voertuig ingevolge een intensief professioneel gebruik ervan of een verergering van de handicap.

Vervangingstermijn :

de termijn bedraagt 7 jaar;

deze termijn wordt teruggebracht op 3 jaar voor aanpassingen die uitgevoerd worden op een voertuig dat ten minste 6 jaar oud is.

**Onderhoud en reparatie :**

er wordt geen enkele tegemoetkoming toegestaan voor het onderhoud van aanpassingen voor voertuigen vermeld onder punten 5.3.1. – 5.3.2. en 5.3.3.;

enkel de kosten van de gerichte reparaties (buiten automatische transmissie) kunnen overwogen worden in de voorwaarden voorzien onder punt 11 van deze bijlage.

**Modaliteiten**

Vanaf een leeftijd van 6 jaar van het voertuig, wordt het bedrag van de tegemoetkoming met 20 % per jaar. De maximale vermindering bedraagt 60 %. Om de leeftijd van de wagen te berekenen, geldt de maand en het jaar waarin de wagen voor het eerst in omloop werd gebracht.

De tegemoetkoming kan slechts worden betaald op voorlegging van een afschrift van het erkenningstest van het omgevormde voertuig, opgemaakt overeenkomstig de reglementaire richtlijnen terzake.

**5.3.1 Aanpassing betreffende het besturen**

plaatsing van gasklep en remmen onder het stuur (mechanisch systeem)	1.274 €
plaatsing van gasklep en remmen onder het stuur (pneumatisch systeem)	2.140 €
bediening van gasklep en remmen op het stuur (mechanisch systeem)	1.783 €
bediening van gasklep en remmen op het stuur (elektronisch systeem)	2.700 €
automatische transmissie	878 €
halfautomatische transmissie	1.579 €
verplaatsing van het gaspedaal	275 €
terugklapbaar gaspedaal / remmen	255 €
Verplaatsing elektrische bediening	1.834 €
knop op het stuur geschroefd	51 €
Afgedekte pedaal	214 €

**5.3.2 Aanpassingen voor secundaire functies**

elektrische afstelling van de bestuurderszetel	793 €
ergonomische zetel voor de bestuurder	1.495 €
riem van het type harnas	225 €

**5.3.3. Verschillende aanpassingen voor toegang tot voertuig voor de gehandicapte persoon**

Het totaal bedrag van de tegemoetkoming voor de verschillende aanpassingen die de gehandicapte persoon toegang tot het voertuig geven mag niet hoger zijn dan 8.674,86 €.

**Toegang tot het voertuig :**

draaizetel	1.019 €
uitschuifbare draaizetel	1.274 €
personenheftoestel voor wagen (niet voorzien voor rolstoelen)	2.883 €

**Toegang tot het voertuig met rolstoel :**

achter- of zijliftplatform	5.803 €
Verwijderbaar hellend vlak, bevestigd aan het voertuig	765 €
rails en bevestigingskit	968 €

**Aanpassing van de structuur van het voertuig voor een vlottere toegankelijkheid :**

Verlaging van de achternvloer	7.437 €
verhoging van het dak	693 €
vlak maken van de vloer	693 €

**Hulpmiddelen om de rolstoel in de wagen te laden :**

laden in de cabine via een elektrisch manoeuvreerbare arm	1.868 €
laden in de kofferbak via een manoeuvreerbare arm voor elektrische rolstoel	3.006 €
laden in de cabine via een beweegbare arm + wijziging deur	5.603 €

**5.3.4. Technische controle van de voertuigen na installatie van de aanpassing**

Technische controle van de voertuigen verbonden aan het aanbrengen van de aanpassing	32 €
--	------

**5.4 Specifieke rijlessen of beoordeling van de rijbekwaamheid****Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :

een handicap vertonen die specifieke rijlessen voor een motorvoertuig rechtvaardigt;

een handicap vertonen die de aanpassing van het voertuig rechtvaardigt waarbij specifieke rijlessen voor het besturen van dit voertuig nodig zijn.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

#### **Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

een rapport van het Centrum voor de aanpassing aan het rijden van gehandicapte automobilisten (C.A.R.A.) (erkend in het kader van artikel 45 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs);

een met redenen omkleed attest van een gespecialiseerde arts;

een attest van een erkende rijsschool waarin het aantal nodige specifieke lessen vermeld is. Indien het basisforfait (6 uur) niet volstaat, legt de rijsschool dit met redenen omkleed uit.

#### **Algemene voorwaarden**

De lessen moeten gericht zijn op het bepalen van de rijbekwaamheid of het moet gaan om rijlessen.

Het maximum aantal uren bedraagt 15 uur voor de rijlessen en 15 uur voor het vaststellen van de rijbekwaamheid. De aanvraag kan niet herhaald worden.

Forfaitaire basistegemoetkoming (of 6 uur)	252 €
Per bijkomend uur dat eventueel nodig blijkt, zonder het totale aantal van 15 uur te overschrijden	42 €

### **5.5. Wandelstokken - krukken**

#### **Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

een bewegingsstoornis vertonen die het permanente gebruik van wandelstokken rechtvaardigt.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

#### **Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

#### **Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

wandelstok	17 €
wandelstok met steun voor elleboog	25 €
wandelstok met steun voor voorarm	77 €
driepotige wandelstok	37 €
vierpotige wandelstok	43 €
kruk met okselsteun(per paar)	64 €

### **5.6. Geleidehond**

#### **Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- na optische correctie aan elk oog, een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 1/10 vertonen, ofwel een gezichtsveld van minder dan 20°;

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

#### **Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een rapport van een instelling die de integratie van blinde personen tot doel heeft en die door de overheid is erkend voor het goede africhten van honden bestemd voor de aanvrager, evenals de vaardigheden van de aanvrager.

De tegemoetkoming dekt alle aankoopkosten van de hond (in het bijzonder de aankoop van het dier, de personeels-, onderhouds- en dressuurkosten, diverse kosten zoals die van verzekering en dierenarts, eventueel verblijfkosten van de gehandicapte persoon).

#### **Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Geleidehond	4.645 €
-------------	---------

### **5.7. Aanleren van oriëntatie- en mobiliteitstechnieken**

#### **Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

een visuele handicap vertonen van ten minste 60 %;

een voorschrift van een erkende oogarts in aanpassing voorleggen.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een garantie dat de opleiding gegeven wordt door een erkende instelling in het kader van een wetgeving betreffende de integratie van gehandicapte personen en zich richt tot personen die een visuele handicap vertonen.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Witte stok	96 €
------------	------

**6. Pedagogische begeleiding****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- ofwel een visuele deficiëntie vertonen;
- ofwel een gehoordeficiëntie;
- ofwel een hersenbeschadiging of een beschadiging van het centrale zenuwstelsel, eventueel geassocieerd met een bewegingshandicap aan de bovenste ledematen, wat tot grote moeilijkheden leidt die niet voldoende gecompenseerd kunnen worden met technische hulpmiddelen en die de noodzaak van een pedagogische begeleiding rechtvaardigen;
- ofwel hogere, al dan niet universitaire studies volgen, erkend door één van de drie Gemeenschappen, ofwel een door de Belgische overheid georganiseerde, erkende of betoelaagde beroepsopleiding volgen.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

De pedagogische begeleiding moet worden verzorgd door een hiertoe door het College van de Franse Gemeenschapscommissie of door het "Agence wallonne pour l'Intégration des personnes handicapées" erkende dienst.

Op initiatief van het bestuur kan een psychisch-pedagogisch onderzoek naar de vaardigheden van de aanvrager worden verlangd.

**Modaliteiten**

De tegemoetkoming heeft betrekking :

op de specifieke pedagogische hulp voor studenten of stagiairs (mondelinge uitleg, herhalingen, wetenschappelijk toezicht,...) die plaatsvindt buiten de les- of opleidingsuren;

op de tolkprestaties in gebarentaal of andere communicatiehulpmiddelen die plaatshebben tijdens of buiten de les- of opleidingsuren.

Op een jaarlijks maximum van

- 450 uur voor personen met een visuele deficiëntie,
- 600 uur voor personen met een gehoordeficiëntie,
- 250 uur voor personen met hersenbeschadiging of een beschadiging van het centrale zenuwstelsel.

In afwijking van artikel 29 van het besluit van het College waarvan sprake onder punt 1.1, wordt de tegemoetkoming verleend aan de erkende pedagogische begeleidingsdienst die de prestaties heeft geleverd.

Wanneer de duur van het onderwijs of de opleiding geen volledig voltijds uurrooster dekt, wordt het maximaantal in aanmerking genomen uren verhoudingsgewijs verminderd.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Per uur	32 €
---------	------

**7. Inrichting roerend en onroerend goed****7.1 Bouw en verbouwing****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een bewegingshandicap vertonen waarvan de ernst het verzoek rechtvaardigt;
- of een neurologische handicap vertonen waarvan de ernst het verzoek rechtvaardigt;
- of een hart-longhandicap waarvan de ernst het verzoek rechtvaardigt.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- de gehandicapte of diens wettelijke vertegenwoordiger moet eigenaar van de woning zijn of, bij ontstentenis, van de eigenaar bepaalde garanties krijgen ten aanzien van de duurzaamheid van de huur :
- een authentiek en geregistreerd huurcontract, met een duur die in overeenstemming is met de omvang van de mogelijke tegemoetkoming door het bestuur (één jaar per schijf van 532,80 € + BTW), zonder dat die duur langer moet zijn dan negen jaar;
- wanneer de eigenaar familie is in de eerste of tweede graad, is een schriftelijke verbintenis voldoende;
- bovendien moet de eigenaar zich schriftelijk akkoord verklaren met de geplande aanpassingen.

**Algemene voorwaarden**

De werken moeten in de woning van de aanvrager worden verricht.

De voorschriften inzake stedenbouw evenals de door het Brussels Gewest voorgeschreven technische normen op het gebied van toegankelijkheid van woningen voor gehandicapte personen moeten nageleefd worden.

Er wordt geen tegemoetkoming toegekend voor de aanleg van terrassen.

Er wordt geen tegemoetkoming verleend indien de werken bestemd zijn voor collectieve woningen.

**Herhaling**

De maximale tegemoetkoming wordt slechts eenmaal toegekend. Indien de aanvrager echter de ouderlijke woning verlaat waar aanpassingswerken werden uitgevoerd, om zelfstandig te gaan leven, dan kan er opnieuw een maximaal bedrag worden toegekend.

**Onderhoud en herstelling**

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegestaan voor het onderhoud en de herstelling van bouw- of verbouwingswerken.

**Modaliteiten**

De tegemoetkoming kan opgesplitst worden maar algemeen mag die niet meer bedragen dan het maximumbedrag voorzien per aanvrager.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Bouw of verbouwing	12.000 €
--------------------	----------

**7.2 Toestellen voor verticale verplaatsingen****Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :

- een ernstige bewegingshandicap vertonen;
- of een ernstige neurologische handicap;
- of een ernstige hart-longhandicap.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

Nodige gegevens om de aanvraag te staven :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- de configuratie van de woning van de aanvrager moet het plaatsen van een dergelijk toestel rechtvaardigen. Daartoe wordt er een rapport voorgelegd;
- de gehandicapte of diens wettelijke vertegenwoordiger moet eigenaar van de woning zijn of, bij ontstentenis, van de eigenaar bepaalde garanties krijgen ten aanzien van de duurzaamheid van de huur :
- een authentiek en geregistreerd huurcontract, met een duur die in overeenstemming is met de omvang van de mogelijke tegemoetkoming door het bestuur (één jaar per schijf van 534 € + BTW), zonder dat die duur langer moet zijn dan 9 jaar;
- wanneer de eigenaar familie is in de eerste of tweede graad, is een schriftelijke verbintenis voldoende;
- bovendien moet de eigenaar zich schriftelijk akkoord verklaren met de geplande aanpassingen.
- een verklaring eisen van een erkende controle-instantie waarin de naleving van de geldende normen inzake veiligheid en conformiteit worden bevestigd. Daartoe moet het toestel :
- beschikken over een « CE » attest;
- vergezeld gaan van de CE-aangifte voor eenvormigheid, opgesteld door de fabrikant.

**7.2.1 Lift of traplift****Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Systemen in X voor kleine verplaatsingen	3.597 €
Systeem voor verplaatsing tot 3 m	12.374 €
Systeem voor verplaatsing van meer dan 3 m of lift	17.789 €
Inrichtingswerken verbonden aan de plaatsing van traplift of lift	1.768 €

**7.2.2 Traplift****Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Traplift met stoel voor een verdieping (recht of met een of twee bochten)	7.640 €
Traplift met een stoel voor meer dan een verdieping	11.206 €
Traplift met vlak voor rolstoel	13.639 €

**7.2.3 Vervoerbare traplift voor rolstoel**

Het toestel moet essentieel dienen om in het huis van de aanvrager gebruikt te worden.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Vervoerbare traplift voor rolstoel	5.220 €
------------------------------------	---------

**7.2.4. Verwijderbare toegangshelling****Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Verwijderbare toegangshelling	884 €
-------------------------------	-------

**7.3. Toestellen voor openen en sluiten van deuren****Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :

- een ernstige bewegingshandicap vertonen;
- of een ernstige neurologische handicap;
- of een ernstige hart-longhandicap.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

**7.3.1. Bediening voor openen en sluiten op afstand van de garagepoort****Algemene voorwaarden**

De aanvrager moet een bestuurder van een voertuig zijn : zoniet moet de garage voor hem de enige toegangsweg tot de woning zijn.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Bediening voor openen en sluiten op afstand van de garagepoort	710 €
--	-------

**7.3.2 Bediening voor openen en sluiten op afstand van de inkomdeur**

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Opening met parlofoon	710 €
Motorisering met elektronische bediening en vergrendeling	2.058 €

**8. Aanvullende uitrusting****Algemene voorwaarden**

Het moet gaan om materialen, apparaten of aanpassingen van meubels, met uitzondering van werken aan onroerende goederen.

**Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een ernstige bewegingshandicap vertonen die de uitrusting verantwoordt;

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

**Modaliteiten**

De tegemoetkoming kan opgesplitst worden maar mag het maximumbedrag per aanvrager niet overschrijden.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Totaalbedrag van tegemoetkomingen voor de verschillende uitrustingen	2.065 €
--	---------

**9. Uitrustingsgoederen****9.1. Elektrisch in de hoogte verstelbaar bed en vering****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een ernstige bewegingshandicap vertonen die hem of haar belet zich alleen op te richten of op te staan;
- of gebruiker zijn van een rolstoel.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);

- een verantwoordingsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Elektrisch verstelbaar bed (hekken inbegrepen)	1500 €
--	--------

**9.2. Bedgalg****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een ernstige bewegingshandicap vertonen die hem of haar belet zich alleen op te richten of op te staan;
- of gebruiker zijn van een rolstoel.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

**9.2.1. Statische bedgalg (papegaai-type)**

Op een voet	204 €
Aangepast aan het bed	112 €

**9.2.2. Elektrische bedgalg**

*De in overweging genomen kostprijs omvat de plaatsingswerken.*

Materiaal op wielotjes	2.824 €
Materiaal opgehangen op een spoor in een vertrek	4.779 €
Materiaal opgehangen op een spoor in meerdere vertrekken	6.329 €

**9.2.3. Lift voor bad, in werking gezet door de druk van water of lucht of werkend op batterijen**

Lift voor bad, in werking gezet door de druk van water of lucht of werkend op batterijen (rotatieschijf inbegrepen)	1.050 €
---	---------

**9.3. Zetel****9.3.1. Doorboorde zetel****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een ernstige bewegingshandicap vertonen die hem of haar belet zich alleen op te richten of op te staan;
- of gebruiker zijn van een rolstoel.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Doorboorde zetel zonder wielotjes	153 €
Doorboorde zetel met wielotjes	250 €
Doorboorde zetel met speciale schelp, hoofdsteun, riemen...	902 €

**9.3.2. Douchezetel****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

een ernstige bewegingshandicap vertonen die hem of haar belet zich alleen op te richten of op te staan.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Douchezetel aan de wand	279 €
douchezetel met 4 draaiwielotjes, en verwijderbare armléuningen, al dan niet doorboord	442 €
Douchezetel met speciale schelp (riemen en hoofdsteun inbegrepen)	765 €
Douchezetel met speciale schelp en een steun of een mobiel kader met wielotjes die vastgezet kunnen worden	1.360 €

**9.3.3. Badstoel****Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een ernstige bewegingshandicap vertonen die de handhaving van het zitten bemoeilijkt.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);

- een verantwoordingsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Badstoel	199 €
Badstoel met schelp van het type relax, riemen en hoofdsteun	765 €

**9.3.4. Brancard voor douche of bad**

**Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een ernstige bewegingshandicap vertonen die het gebruik van de douche of het bad bemoeilijkt of onmogelijk maakt zonder de gevraagde steun.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Brancard zonder hoogteregeling	1.377 €
Brancard met hoogteregeling	2.403 €

**9.3.5. Ergonomische werkstoel**

**Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een ernstige bewegingshandicap vertonen die hem of haar belet zich alleen op te richten of op te staan;
- of gebruiker van een rolstoel zijn.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Model met hydraulische vijzel	1.038 €
Elektrisch en moduleerbaar model	2.179 €

**9.3.6. Motorisatiesysteem van een elektrische relaxzetel**

**Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een ernstige bewegingshandicap vertonen die hem of haar belet zich alleen op te richten of op te staan;
- of gebruiker van een rolstoel zijn.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);

- een verantwoordingsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

**Modaliteiten**

Enkel tegemoetkoming voor de motorisering van de stoel.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

Motorisering van de stoel	530 €
---------------------------	-------

**10. Klein gereedschap**

**Algemene voorwaarden**

Het moet gaan om klein gereedschap dat hem een grotere onafhankelijkheid in het dagelijks leven moet bezorgen.

**Medische voorwaarden**

*Op basis van de gegevens van het medische dossier, moet de aanvrager :*

- een ernstige bewegingshandicap vertonen die hem of haar belet bepaalde activiteiten uit te voeren zonder de gevraagde technische hulp.

Bij gebrek aan voldoende medische gegevens die ter beschikking van de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt er een medisch rapport gevraagd.

**Administratieve modaliteiten**

*Nodige gegevens om de aanvraag te staven :*

een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 €, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);



— een verantwoordingsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

#### Modaliteiten

Tegemoetkoming in de eenheidsprijs of in de toeslag ten opzichte van het basisproduct van een uitrusting die door een valide persoon kan worden gebruikt.

**Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :**

De kostprijs van het klein gereedschap moet lager zijn dan	142 €
Per aanvrager, het <u>totale</u> bedrag van de tegemoetkomingen voor klein gereedschap	600 €

### 11. Onderhoud en reparatie van bepaalde hulpmiddelen

#### Algemene voorwaarden

Het moet gaan om een prestatie die in aanmerking kan komen door de Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées' met uitzondering van

1. punt 7.1. Bouw en verbouwing
2. in punt 2.5. gewone computers en printers
3. in punt 5.3.1. automatische transmissie

Geen enkel onderhoud wordt in aanmerking genomen voor punt 5.3. (aanpassing voertuig)

#### 11.1. Onderhoud

##### Modaliteiten

Jaarlijkse tegemoetkoming in de kostprijs van het onderhoud beperkt tot :

Onderhoud	10 % van de waarde van tegemoetkoming bij aankoop
-----------	---

#### 11.2. Herstelling

**Tegemoetkoming in de kostprijs voor de herstelling beperkt tot :**

Herstelling	40 % van de waarde van tegemoetkoming bij aankoop, berekend over de totale duur van het gebruik van het hulpmiddel.
-------------	---

Gezien om toegevoegd te worden tot het besluit 2007/1129 van 17 april 2008.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College, belast met het Beleid Bijstand aan gehandicapte personen en Begroting

Brussel – Hoofdstad

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

Administratie

Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapten

**Verslag aan de leden van het  
College van de Franse Gemeenschapscommissie**

#### 1. Voorwerp

Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 99/262/A van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen voor sociale en professionele integratie van gehandicapte personen, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 juni 2002, 25 april 2002, 28 november 2002, 13 maart 2003, 29 april 2004, 13 juli 2006 en 21 september 2006.

#### 2. Voorstellen

Het besluit wijzigt bepaalde bepalingen betreffende hoofdstuk V van het voornoemde besluit betreffende de individuele steun voor de integratie om het aan te passen aan de situaties die in de praktijk vastgesteld zijn.

§ 2 Artikel 29bis wordt vervangen door een nieuw artikel 29bis.

§ 3 In artikel 38 van hetzelfde besluit worden de termen 1.241 frank' vervangen door de termen 30,77 euro'.

§ 4 In artikel 69 van hetzelfde besluit worden de termen 100.000 frank' vervangen door de termen 2 478,94 euro'.

§ 5 Bijlage 1 bij hetzelfde besluit, waarin de criteria en de modaliteiten voor de tegemoetkoming in de individuele materiële hulp die onontbeerlijk is voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces vastgelegd zijn, wordt vervangen door een nieuwe bijlage 1 (cf. document in bijlage).

§ 6 De datum van 1 januari 2008 is gekozen om het mogelijk te maken om het kalenderjaar op basis van dit nieuwe besluit te beginnen.

#### 3. Ontwikkeling

§ 2 Nieuw artikel 29bis

In bijlage 1 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 zijn de criteria en de modaliteiten voor de tegemoetkoming in de individuele materiële hulp die toegekend wordt aan gehandicapte personen vastgelegd.

Artikel 29bis van het voornoemde besluit maakt het mogelijk voor de Brusselse Dienst om tegemoet te komen in de kosten van de prestaties die niet vermeld worden in het voornoemde besluit, onder meer omdat de beoogde technische ondersteuning nog niet bekend was (bijvoorbeeld nieuwe technologieën).

Het is dus duidelijk dat de reden voor dit artikel 29bis bestaat in het tegemoetkomen aan prestaties die niet vermeld worden in de voornoemde bijlage en niet in het toestaan van afwijkingen van de voorwaarden voor tegemoetkoming die in deze bijlage voorzien zijn.

De reden voor de voorgestelde wijziging van artikel 29bis is het gevolg van het feit dat de Arbeidsrechtbank te Brussel in het kader van beroepen van gehandicapte personen tegen de beslissingen van de Brusselse Dienst, in zijn vonnissen dit artikel in zeer ruime zin geïnterpreteerd heeft. De rechtbank was immers van mening dat het pluridisciplinaire team van de Brusselse dienst er een beroep op moest doen om zijn tegemoetkoming toe te kennen wanneer er niet aan de bepalingen van de bijlage voldaan werd, terwijl het beoogde materiaal er toch vermeld werd (bijvoorbeeld voor de rolstoelen). Deze interpretatie van de rechtbank maakt het dus mogelijk om af te wijken van de voorwaarden in de bijlage, wat niet het doel is dat door artikel 29bis nagestreefd wordt.

Op dit ogenblik zijn er beroepen in behandeling bij de rechtbank voor het verkrijgen van een aanvullende tegemoetkoming van de Brusselse Dienst bovenop de gedeeltelijke tegemoetkoming die al toegekend is door een andere openbare instelling (bijvoorbeeld de RIZIV), wat strijdig is met de bepalingen van artikel 30 van het besluit van 25 februari 2000. Daarom wordt deze mogelijkheid uitgesloten door 2° van het nieuwe artikel 29bis.

Het voorgestelde nieuwe artikel moet het mogelijk maken om te voorkomen dat beroepen bij de rechtbank verloren worden.

#### § 5 Nieuwe bijlage 1

Het is nodig om de bedragen van de tegemoetkomingen jaarlijks aan te passen aan de marktprijzen (eerder gedaald dit jaar), om tegemoetkomingen die niet meer gebeuren te schrappen, om de nieuwe soorten materieel die de integratie van gehandicapte personen kunnen bevorderen in aanmerking te nemen en om in de bijlage over te gaan tot de opname van de aanvragen voor materieel die regelmatig het voorwerp van een tegemoetkoming uitmaken in het kader van artikel 29bis, lid 2 van het besluit van 25 februari 2000.

In het algemeen, om het lezen te vergemakkelijken en om het begrip te bevorderen, hebben de meeste wijzigingen die dit jaar aangebracht zijn betrekking op de vorm.

De verschillende voorwaarden voor tegemoetkoming voor elk van de prestaties zijn afzonderlijk vermeld : medische voorwaarden, administratieve voorwaarden en algemene voorwaarden.

Bepaalde prestaties (accessoires voor blinden en slechtzienden) zijn gehergroepeerd.

De toekenningsbeslissingen voor absorberende producten en voor tolktickets zullen een langere geldigheidsduur kunnen hebben.

Hieronder volgt een samenvatting van de belangrijkste wijzigingen, weergegeven in de volgorde waarin de punten in de bijlage vermeld worden.

#### Algemene bepalingen

Er is een paragraaf ingevoegd ter verduidelijking van de overgangsmaatregelen.

Vanwege de jaarlijkse herziening van de bijlage zijn in punt 1.1 de bedragen naar boven of naar beneden bijgesteld in functie van de evolutie van de geldende marktprijzen en het toegekende budget.

#### • Tolk gebarentaal en transliterator

De titel is gewijzigd aangezien, overeenkomstig artikel 52, § 1 van het decreet, de *Service d'Interprétation des Sourds de Bruxelles* een lijst opstelt van de tolken gebarentaal en een van de tolken voor elke andere hulp bij de communicatie (transliteratoren).

Om tegemoet te komen aan het verzoek van de *Service d'Interprétation des Sourds de Bruxelles* om het beheerwerk in verband met de uitgifte van tolktickets te verlichten, is beslist om geen tolktickets meer uit te geven, maar om met prestatie-uren (gelijk aan een uur) te werken.

De personen die van deze prestatie-uren kunnen gebruikmaken, krijgen regelmatig informatie over het aantal uren dat hen nog rest.

Deze maatregel houdt geen enkele wijziging in van het aantal toegekende prestaties. De betrokken gehandicapte personen hebben recht op 30 prestatie-uren per jaar. Zij die kunnen aantonen dat dat onvoldoende is, kunnen een jaarlijkse verhoging van 15 prestatie-uren krijgen.

#### • Absorberende producten voor incontinenten personen

Nog met het oog op de administratieve vereenvoudiging, zal de geldigheidsduur van de beslissingen tot toekenning van absorberende producten aan incontinenten personen bepaald worden door het pluridisciplinaire team. De geldigheid, die op dit ogenblik beperkt is tot een jaar, zal dan kunnen worden uitgebreid, op voorwaarde dat de betrokkene beantwoordt aan de voorwaarden die in artikel 28 van dit besluit vermeld worden.

#### Rolstoel en aanpassing

Er wordt gepreciseerd dat de Brusselse Dienst, die een bijkomende rol vervult, slechts tussenkomt in het geval van cumul of van vervroegde vernieuwing en uitsluitend voor de aanpassingen die niet voorzien zijn in de nomenclatuur van de RIZIV en die vermeld worden in de bijlage. Deze verduidelijking is opgenomen om te vermijden dat bepaalde rolstoelaanpassingen zouden worden aangevraagd in het kader van artikel 29bis.